

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DES FORÊTS
ET DE LA FAUNE

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY
AND WILDLIFE

AVIS DE LA DEMANDE DE COTATION
N° _____/DC/MINFOF/CIPM/2026 DU
POUR L'ACQUISITION D'UN DRONE AVEC ACCESSOIRES POUR LE SUIVI DES
PLANTATIONS FORESTIERES.

« EN PROCEDURE D'URGENCE »

1. **Objet de la Demande de Cotation**

Dans le cadre du suivi des plantations forestières, le Ministère des Forêts et de la Faune lance une consultation pour l'acquisition d'un drone avec ses accessoires.

2. **Contenance des prestations**

Les prestations comprennent notamment : un drone avec ses accessoires.

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux prestataires de droit camerounais exerçant dans le secteur concerné et répondant aux critères de qualification indiqués dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4. **Financement**

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le Budget du Fonds Spécial de Développement Forestier de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire n° 60 C6 350 3 3-000009 0131 524419.

5. **Mode de soumission**

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est en ligne.

6. **Consultation du Dossier de Demande de Cotation**

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux jours et heures ouvrables au Ministère des Forêts et de la Faune, Direction des Affaires Générales (Service des Marchés, porte 807 au 8^{ème} étage) de l'Immeuble Ministériel N° 2 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.arnp.cm).

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenue au Ministère des Forêts et de la Faune, Direction des Affaires Générales (Service des Marchés), porte 807 au 8^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel N° 2 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de **quinze mille (15 000) Francs CFA**, payable au **Trésor Public**.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLIPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation DC.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **dix millions (10 000 000) FCFA TTC**.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics dont la liste figure dans la pièce 18 du Dossier de Demande de Cotation dont le montant s'élève à deux cent mille (200 000) FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

La cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLIPS au plus tard le 04/15/2024 à **12 heures**. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

- Nb Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 04/02/2016 à 13 heures par la Commission de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle de conférences du Ministère des Forêts et de la Faune sise au 6^e étage, porte 635, de l'immeuble ministériel N°2.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée par une procuration timbrée et légalisée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. Récevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière contenues dans la cote de sauvegarde doivent être déposées dans une enveloppe sous plis scellé accompagnées de l'accusé de réception de dépôt sous peine de rejet.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces

13. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- a. de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- b. de l'absence du cautionnement de soumission accompagné du récépissé CDI/C ;
- c. des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- d. du non-respect d'au moins quatre (04) critères essentiels sur cinq (05) ;
- e. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;

- f.* du non-respect de 100 % des spécifications techniques indiquées dans les spécifications techniques des fournitures ;
- g.* de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- h.* de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, SDPU) ;
- i.* de la non-conformité du modèle de soumission ;
- j.* de l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- k.* de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- l.* de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
- la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires)
- le délai d'exécution

14. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de soixante (60) jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15. Allotissement

La présente demande de cotation comporte un (01) lot.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre Commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17. Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

18. Renseignements complémentaires

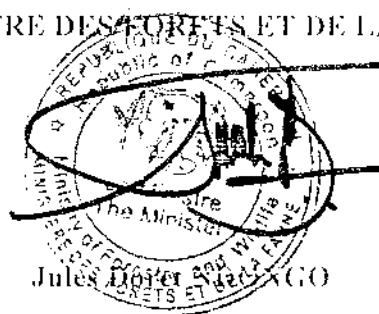
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures au Service des Marchés du Ministère des Forêts et de la Faune, 8^e étage, porte 807, de l'immeuble ministériel n°2 ou en ligne sur la plateforme COLÉPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargé des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le _____

LE MINISTRE DES FORÊTS ET DE LA FAUNE



Copies :

- Unité chargée des Marchés Publics (MINMAP) :
- ARMP :
- Président CDP/MINFOR :
- Affichage-chrono (pour information/publication) :
- SIGAMP :

REQUEST FOR QUOTATION No. _____/AC/MINFOF/CIPM/2026 OF _____
FOR THE ACQUISITION OF A DRONE WITH ACCESSORIES FOR FOREST
PLANTATION MONITORING.

“UNDER EMERGENCY PROCEDURE”

1. Purpose of the Request for Quotation

Within the framework of forest plantation monitoring, the Minister of Forestry and Wildlife hereby issues a call for tenders for the procurement of a drone with its accessories.

2. Scope of Services

The services shall include: a drone with its necessities.

3. Eligibility and Origin

Participation in this Request for Quotation is open to service providers governed by Cameroonian law, operating in the relevant sector and meeting qualification criteria set out in this Request for Quotation.

4. Funding

The services subject to this Request for Quotation shall be funded by the budget of the Special Forest Development Fund for the 2026 financial year, Budget head No. 60 C6 350 3 34000009 0131 524419.

5. Submission Method

The submission method chosen for this Request for Quotation is online.

6. Consultation of the Request for Quotation File

The physical file may be consulted free of charge at the Contracting Authority's office during working hours, at the Ministry of Forestry and Wildlife, Department of General Affairs, Procurement Service Contracts Service, Room 807, 8th Floor, Government Building No. 2, upon publication of this Request for Quotation.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublies.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as well as on the ARMP website (www.arnp.cm).

7. Withdrawal of the Request for Quotation File

The Tender File shall be withdrawn during working hours at the Ministry of Forestry and Wildlife, Department of General Affairs, Sub-Department of Budget and Material, Procurement Service, Room 807, 8th floor, Government Building No. 2, upon publication of this Tender by presenting the original receipt, proof of payment of a non-refundable sum of CFA F 15,000 (fifteen thousand) to the Public Treasury, representing charges of the Tender File.

It is also possible to obtain the electronic version of this Request for Quotation File (RQF) by downloading it free of charge from the PRIDESOFT platform that is available at the addresses indicated above for the electronic version. However, submission by physical or electronic means shall subject to the payment of charges of the Request for Quotation.

8. Estimated Cost

The estimated cost of the project following the preliminary studies stands at CFAF 10,000,000 (ten million francs), including all taxes.

9. Bid Bond

Bidders shall include in their administrative documents a bid bond, paid at the counter, issued by a body or financial institution responsible for issuing bonds, approved by the Minister of Finance in the field of public contracts, the list of which appears in Exhibit 18 of the Request for Quotation, whose amount stands at CFAF 200,000 (two hundred thousand francs) and valid for thirty (30) days beyond the initial date of validity of the offers. Failure to provide a bid bond issued by a first class bank or financial institution responsible to issue bonds, authorised by the Minister of Finance in connection with public contracts, the offer shall automatically be rejected. A bid bond that has been presented, but has no connection with the contract in question shall be considered null and void. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be automatically rejected.

10. Submission of Quotations

Each quotation must be drafted in English or French.

Each tender, drafted in English or French, shall be submitted by the bidder on the COLLEPS platform latest on _____ at 12 pm. A back-up copy of the tender saved in a USB driver shall be forwarded in a sealed envelope clearly and legibly labelled "back-up copy", in addition to the above indication, within the given deadline.

- File size and format

Concerning online submission, the maximum sizes of documents that shall be uploaded on the platform and represent the bidder's proposal shall be as follows:

- 5 MO for the Administrative Offer;
- 15 MO for the Technical Offer;
- 5 MO for the Financial Offer.

Accepted formats shall be:

PDF format for text documents;

- JPEG for pictures.

Bidders shall use compression software to reduce the size of the files to be forwarded.

11. Opening of Bids

The opening of administrative, technical and financial offers shall hold on _____ at 4 pm, local time, by the Internal Tenders Board of the Ministry of Forestry and Wildlife, 6th floor, Room 635, Government Building No. 2.

Only bidders shall be allowed to take part in this opening session, or their representatives duly delegated by them.

Under penalty of rejection, the required administrative documents shall be absolutely produced in original or certified true copies by the issuing service or relevant authorities in accordance with the provisions of the Special Quotation Regulations. They must be dated less than 3 (three) months and must have been issued after the date of signature of the request for quotation.

In the event of a document in the administrative file is missing or does not comply with the specifications when the bids shall be opened, after a period of 48 hours allowed by the Commission, the bid shall be rejected.

12. Admissibility of Quotations

The administrative documents, the technical quotation and the financial quotation contained on the backup USB drive shall be submitted in a sealed envelope, together with the acknowledgement of receipt. Failure to comply with this requirement, the bid shall be rejected.

Any tender that shall not comply with the provisions of the Tender File, shall be declared inadmissible. The absence, notably, of a bid bond issued by a body or financial institution approved to issue bonds by the Minister of Finance in the field of public contract or failure to comply with sample documents in the Tender File, the quotation shall be automatically rejected without any appeal.

13. Evaluation Criteria

There are two types of evaluation criteria: eliminatory criteria and essential criteria.

13.1-Eliminatory criteria

They include namely:

- a. Failure to produce, within 48 hours after the opening of the bids, a document in the administrative file deemed non-compliant or missing, other than the bid bond;
- b. Absence of a bid bond accompanied by the CDEC deposit receipt;
- c. False declarations, fraudulent practices or falsification of documents;
- d. Failure to comply with at least 4 (four) of the 5 (five) essential criteria;
- e. Absence of a sworn statement that the service has not been abandoned during the last three years;

- f. Failure to comply with 100% of the technical specifications set out in the technical specifications for supplies;
- g. Absence of a quantified unit price in the quotation;
- h. Absence of an element of the financial offer (the bid, Unit Price List, Pricing bills of Quantities, SDPU);
- i. Failure to conform to the bid submission template;
- j. Absence of a prospectus backing up the manufacturer's technical data sheets;
- k. Absence of the dated and signed integrity charter;
- l. Absence of the dated and signed social and environmental undertaking.

13.2-Essential criteria

Indicative essential criteria for the bidder qualification shall include:

- * Presentation of the offer;
- * The bidder's references;
- * After-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff);
- * Financial strength (access to credit or other financial resources, business turnover, financial solvency certificate);
- * Execution deadline.

14. Estimated Completion Period

~~The maximum period granted by the Contracting Authority for executing the services ordered by~~
this Request for Quotation shall be 60 (sixty) days. This period shall run from the date of notification of the service order prescribing the start of the services.

15. Allotment

This Quotation is comprised of 1 (one) lot.

16. Award

The Contracting Authority shall award the jobbing order to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest.

17. Period of Validity of Quotations

Bidders shall be bound by their offers for 90 (ninety) days from the date of submission of their bids.

18. Additional Information

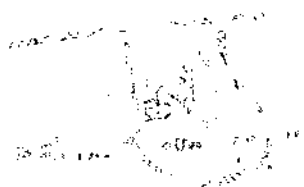
Further information may be obtained during working hours at the Ministry of Forestry and Wildlife, Department of General Affairs, Sub-Department of Budget and Maintenance, Procurement Service, Room 807, 8th floor, Government Building No. 2 or online on the COLIPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Combating Corruption and Shunning Unethical Behaviour

If you wish to report any practices, facts or corrupt acts, attempted corruption or unethical behaviour, please call CONAC on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) through SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, the

Jules Doret NDONGO



MINISTER OF FORESTRY AND WILDLIFE

- The Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- ARMAP;
- MINIFOL CIPM Chairperson;
- Notice Board - Records (For information/publication);
- SIGANIP.

